



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
Cellule territoriale

Annecy, le 11 avril 2023

3 rue Paul Guiton
74000 - ANNECY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29 mars 2023

Contexte et constats

Publié sur



AMPHENOL SOCAPEX

CENTRE DE THYEZ
BP 29
74300 Thyez

Références : 20230329-RAP-InspectionAmphenolSocapex_AutosurvEau_Georisques
Code AIOT : 0006104737

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 mars 2023 dans l'établissement AMPHENOL SOCAPEX implanté 948 Promenade de l'Arve à 74300 Thyez. L'inspection a été annoncée par courriel en date du 1^{er} mars 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Certaines activités pratiquées par la société AMPHENOL SOCAPEX au sein de son établissement sis 948 Promenade de l'Arve à Thyez génèrent des eaux résiduelles industrielles, dont principalement l'activité de traitement de surface.

Ces eaux résiduelles industrielles doivent faire l'objet d'une surveillance de la part de l'exploitant, laquelle est encadrée par des prescriptions réglementaires qui ont évolué ces dernières années suite aux enseignements tirés de la campagne RSDE (recherche et réduction des substances dangereuses dans l'eau).

La visite d'inspection effectuée le 29 mars 2023 de l'établissement précité s'est inscrite notamment dans ce cadre.

Elle a porté également sur une autre thématique, relative aux conditions de stockage des produits chimiques mis en œuvre sur le site.

Cette autre thématique fait l'objet d'un rapport d'inspection distinct.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMPHENOL SOCAPEX
- 948 PROMENADE DE L'ARVE 74300 Thyez
- Code AIOT : 0006104737
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AMPHENOL SOCAPEX est spécialisée dans la fabrication de connecteurs destinés aux secteurs militaire, aéronautique ou industriel.

L'établissement situé 948 Promenade de l'Arve à Thyez accueille diverses activités organisées par ateliers, et principalement de l'usinage, du décolletage, du moulage par injection de matières plastiques, du traitement de surface et de l'assemblage. Il emploie actuellement 298 personnes.

Sur le plan de la situation administrative, il est réglementé par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 9 mai 1984, modifié et complété dernièrement le 16 mai 2022 suite à la campagne RSDE.

Il est précisé qu'en raison des évolutions de la nomenclature des installations classées, l'activité pratiquée de traitement de surface des métaux ne relève plus aujourd'hui que du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2565-1-a (emploi de cadmium), n° 2565-1-b (emploi de cyanures) et n° 2565-2-a de la nomenclature.

De ce fait, l'établissement est soumis par ailleurs aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre notamment de la rubrique n° 2565.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Surveillance des eaux résiduaires industrielles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;

- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Autosurveillance - Fréquence de surveillance	AP Complémentaire du 16/05/2022, articles 3.13.3.1, 3.13.3.3 et 3.13.3.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Autosurveillance - Respect des VLE	AP Complémentaire du 16/05/2022, articles 3.13.2.1 et 3.13.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Autosurveillance - Dépassements et actions correctives	AP Complémentaire du 16/05/2022, article 3.13.3.8	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Contrôle de recalage	AP Complémentaire du 16/05/2022, article 3.13.3.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15	/	Sans objet
2	Conditions de rejet - Ouvrage de rejet	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 28	/	Sans objet
3	Conditions de rejet - Points de prélèvement	AP Complémentaire du 16/05/2022, article 3.13.3.1	/	Sans objet
4	Conditions de rejet - Points de prélèvement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 28	/	Sans objet
5	Autosurveillance - Représentativité des prélèvements	AP Complémentaire du 16/05/2022, article 3.13.3.2	/	Sans objet
6	Autosurveillance - Débit	AP Complémentaire du 16/05/2022, articles 3.13.2.4 et 3.13.3.3	/	Sans objet
10	Autosurveillance - Transmission GIDAF	AP Complémentaire du 16/05/2022, article 3.13.3.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- L'exploitant devra poursuivre ses actions en vue de réduire les rejets en fluorures dans les eaux résiduaires industrielles de l'établissement et de respecter leur valeur limite d'émission. Il fera connaître à l'inspection des installations classées, sous un délai de trois mois, les avancées obtenues dans ce domaine.

- La valeur limite d'émission applicable aux cyanures vise désormais les cyanures totaux, et non plus les cyanures aisément libérables ou cyanures libres comme auparavant. Le changement de nature de ce polluant nécessitera le cas échéant une adaptation du traitement qui lui est réservé au sein de la station de détoxification de l'établissement, en vue de respecter sa valeur limite d'émission.

L'exploitant devra faire part de l'évolution de la situation à l'inspection des installations classées, sous un délai de trois mois.

- Il confirmera à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, la mise en place effective du dispositif permettant d'enregistrer les données de mesure du pH et du débit des eaux résiduaires industrielles de l'établissement sur une période d'au moins cinq ans.

- Il s'assurera désormais que les polluants soumis à autosurveillance font bien l'objet de cette surveillance à la fréquence prescrite, s'agissant plus particulièrement de l'aluminium (Al), de l'étain (Sn) et du chrome trivalent (Cr III).

- Il devra commenter sur le site GIDAF, sous un délai d'un mois, les dépassements constatés en demande chimique en oxygène (DCO) au cours des mois de juin, octobre et novembre 2022, en précisant les causes connues ou possibles de ces dépassements et en décrivant le cas échéant les actions correctives mises en œuvre.

- L'exploitant est tenu de faire contrôler trimestriellement les eaux résiduaires industrielles de son établissement, par un(des) organisme(s) disposant d'une accréditation pour le prélèvement et d'un agrément pour les analyses.

Il a fait savoir que des dispositions ont été prises afin de s'assurer que ces contrôles trimestriels portent bien dorénavant sur l'ensemble des polluants concernés (obtention de devis auprès du laboratoire agréé auquel il fait appel, et intégration de ces polluants et de leurs fréquences d'analyse dans son planning des analyses externalisées).

Il lui appartiendra de bien respecter ces dispositions désormais, et de vérifier qu'est incluse la mesure du volume journalier des eaux résiduaires industrielles dans les contrôles trimestriels, avec le résultat obtenu mentionné dans les bulletins d'analyses.

- A l'avenir, et comme le prévoient les règles d'usage, l'exploitant devra enregistrer sur le site GIDAF les résultats de ces contrôles trimestriels, en choisissant le type de déclaration « Contrôle externe de recalage » en lieu et place de « Autosurveillance » au moment de l'enregistrement des données. Il pourra utilement joindre les rapports de contrôle correspondants.

Toutefois, si pour certains paramètres et du fait des analyses externalisées, les résultats à renseigner sont aussi ceux obtenus au titre de l'autosurveillance eau, l'exploitant veillera alors à les enregistrer également sous le type de déclaration « Autosurveillance ».

- Les plans de l'établissement que l'exploitant a présenté, indiquant le cheminement des réseaux de collecte et d'évacuation des différentes natures d'eaux, ne sont pas datés. Ils devront l'être dorénavant, notamment après chaque mise à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15
Thème(s) : Risques chroniques - Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. [...]
Constats : L'exploitant a présenté un plan de l'établissement, indiquant le cheminement des réseaux de collecte des eaux industrielles par nature au sein de l'atelier de traitement de surface, jusqu'à la station de détoxification du site à laquelle lesdits réseaux sont raccordés. Ce plan doit être complété prochainement d'après l'exploitant, pour y faire apparaître le réseau de collecte des eaux de laboratoire (brouillards salins et eaux d'enceintes climatiques, générés lors des phases de test des pièces fabriquées), ces eaux étant aussi dirigées vers la station de détoxification. Un autre plan a été également présenté, mis à jour en mars 2023, indiquant le cheminement des réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales, et d'eaux résiduaires industrielles issues de la station de détoxification. L'exploitant a fait savoir que ces plans seront régulièrement mis à jour désormais, depuis qu'un employé a été spécialement formé à cet effet.
Observations : Les plans de l'établissement présentés par l'exploitant ne sont pas datés. Ils devront l'être dorénavant, notamment après chaque mise à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 28
Thème(s) : Risques chroniques - Ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.
Constats : Les eaux résiduaires industrielles sortant de la station de détoxification du site sont rejetées dans le réseau d'évacuation des eaux pluviales se déversant dans la rivière Arve. Le plan présenté, indiquant le cheminement de ces eaux, localise le point de raccordement au réseau. Ce contexte n'a pas permis de vérifier la bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2022, article 3.13.3.1
Thème(s) : Risques chroniques - Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les mesures et analyses des rejets dans l'eau seront effectués par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux de procédé) non chargés de produits toxiques. [...]
Constats : L'exploitant a précisé que les eaux industrielles de l'établissement sont dirigées vers la station de détoxification du site, soit via des réseaux de collecte (effluents de l'atelier de traitement de surface et eaux de laboratoire), soit manuellement à l'aide de conteneurs (eaux de tribofinition). La station comporte un unique point de rejet, au droit duquel sont effectués les mesures et prélèvements pour analyses des eaux résiduelles industrielles. Il en résulte que ces mesures et analyses sont réalisées en amont des points de mélange des eaux résiduelles industrielles avec les autres effluents de l'établissement (eaux pluviales en l'occurrence).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 28
Thème(s) : Risques chroniques - Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit. [...] Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : La station de détoxification dont est équipé l'établissement comporte un unique point de rejet, au droit duquel ont été installés un débitmètre, un pHmètre et un dispositif de prélèvement d'échantillon. Ce point de rejet est apparu suffisamment accessible le jour de l'inspection, pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit notamment en cas d'intervention d'un organisme extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2022, article 3.13.3.2
Thème(s) : Risques chroniques - Représentativité des prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le point de rejet des eaux résiduaires industrielles sera équipé d'un échantillonneur automatique réfrigéré asservi à la mesure du débit permettant la constitution d'échantillons moyens représentatifs des rejets pendant la période de mesure.</p> <p>Les opérations d'échantillonnage seront réalisées en s'appuyant sur les normes et règles de l'art en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La norme NF EN ISO 5667-3 « Qualité de l'eau – échantillonnage – partie 3 : Lignes directrices pour la conservation et la manipulation des échantillons d'eau » ; - du guide FD T90-524 « Contrôle Qualité - Contrôle qualité pour l'échantillonnage et la conservation des eaux » ; - du fascicule de documentation FD T 90-523-2 « Qualité de l'eau – Guide d'échantillonnage pour le suivi de la qualité des eaux dans l'environnement - Partie 2 : échantillonnage d'eaux résiduaire. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le point de rejet des eaux résiduaires industrielles est équipé d'un échantillonneur automatique réfrigéré, asservi à la mesure du débit.</p> <p>Le contrôle de la réfrigération s'effectue au travers d'un afficheur numérique dont est pourvu l'échantillonneur et indiquant la température en son sein, associé à un thermomètre numérique placé à l'intérieur de l'appareil. Le jour de l'inspection, une température de 6,2 °C a été lue sur l'afficheur numérique de l'appareil, et une température de 6,1 °C sur le thermomètre.</p> <p>L'exploitant conserve ensuite les échantillons prélevés dans un réfrigérateur au sein du laboratoire de l'atelier de traitement de surface, à une température comprise entre 2 °C et 8 °C vérifiable au moyen d'un thermomètre placé à l'intérieur. Une affichette apposée sur la porte du réfrigérateur rappelle les consignes de température.</p> <p>L'asservissement de l'échantillonneur à la mesure du débit a pu être confirmé au travers d'un rapport que l'exploitant a présenté, établi par un organisme spécialisé (SOCOTEC) suite à une intervention remontant au 10 novembre 2021, et relatif au contrôle des dispositifs d'autosurveillance (CDA).</p> <p>Selon les informations recueillies, ce contrôle est effectué tous les deux ans à la demande de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, au titre du contrôle périodique du fonctionnement des dispositifs de suivi régulier des rejets industriels (SRR).</p> <p>Chaque intervention porte sur la mesure du débit, le prélèvement d'échantillons, la constitution, le conditionnement et le transport des échantillons, la réalisation d'analyses comparatives, ainsi que sur le système qualité mis en place dans l'établissement.</p> <p>Le rapport présenté a bien fait état de l'asservissement de l'échantillonneur à la mesure du débit, et de sa conformité en outre à la norme NF T 90-523-2. Il a inclus par ailleurs un synoptique du fonctionnement de la station de détoxification.</p> <p>Il n'a pas relevé d'anomalie parmi l'ensemble des points examinés.</p> <p>L'exploitant a ajouté que dans le cadre du système qualité mis en place, les vérifications suivantes sont réalisées chaque jour en interne :</p>

- une pesée de l'échantillon prélevé par l'échantillonneur,
- la vérification du volume théorique qui doit résulter du prélèvement effectué et constituer ainsi l'échantillon théorique prélevé,
- la comparaison de l'échantillon effectivement prélevé à l'échantillon théorique,
- une mesure de la température dans l'enceinte de l'échantillonneur, pour comparaison avec la température affichée par l'appareil.

En complément, un nettoyage des bols de collecte des échantillons est effectué à fréquence mensuelle, de même qu'une mesure de la vitesse d'aspiration dans l'échantillonneur.

L'ensemble de ces vérifications est tracé dans un document dédié.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2022, articles 3.13.2.4 et 3.13.3.3
Thème(s) : Risques chroniques - Débit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 3.13.2.4 : Nonobstant les dispositions de l'article précédent, le débit des effluents ne devra pas excéder 40 m³/j en toutes circonstances.</p> <p>Art. 3.13.3.3 : Le point de rejet des eaux résiduelles industrielles sera équipé d'un dispositif de mesure de débit en continu conforme aux normes en vigueur et respectant les prescriptions techniques définies par le constructeur. Il sera équipé d'un enregistreur et d'un totalisateur. [...]</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le débitmètre placé au droit du point de rejet de la station de détoxification de l'établissement a été remplacé en mars 2021, d'après les éléments exposés par l'exploitant (modèle PROMAG 10 W de la marque ENDRESS+HAUSER en place). <p>L'exploitant a fourni un certificat d'étalonnage sur banc de l'appareil, établi le 19 janvier 2021 par son fabricant. Il a précisé également qu'un étalonnage du débitmètre nécessitant son démontage est prévu tous les sept ans à la demande de l'agence de l'eau. Son détartrage est aussi effectué périodiquement et doit intervenir prochainement en août 2023.</p> <p>De plus, selon le rapport établi par un organisme spécialisé et relatif au contrôle des dispositifs d'autosurveillance, ledit contrôle consiste également à vérifier le positionnement du débitmètre au regard des préconisations de montage du fabricant. Il n'a pas émis d'observation à ce sujet.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'appareil est pourvu d'un afficheur numérique avec deux lignes de données, l'une indiquant le débit instantané mesuré en m³/h et l'autre le cumul des volumes mesurés en m³ (totalisateur). <p>Le débit affiché le jour de l'inspection était égal à 0 (fin d'après-midi), tandis que le totalisateur mentionnait une valeur de 5 353,45 m³.</p> <p>En considérant arbitrairement 98 semaines travaillées à raison de 5 jours chacune sur une période de deux années (mars 2021 à mars 2023), soit 490 jours travaillés, il en résulterait un débit journalier d'environ 11 m³ par jour.</p> <p>D'après les résultats d'autosurveillance enregistrés par l'exploitant sur le site GIDAF, le débit des eaux résiduelles industrielles s'est élevé au maximum à 17,7 m³ par jour en 2022 (données d'octobre 2022).</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant a fait savoir que les données mesurées par le débitmètre sont enregistrées en continu et peuvent être transférées sur une clé USB depuis la supervision de la station de détoxification. Il a communiqué sous la forme d'un fichier informatique les données enregistrées du 23 au 31 mars 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2022, articles 3.13.3.1, 3.13.3.3 et 3.13.3.4		
Thème(s) : Risques chroniques - Fréquence de surveillance		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 3.13.3.1 : [...] Les enregistrements et résultats correspondant à ces mesures et analyses seront archivés pendant une durée d'au moins cinq ans sur un support prévu à cet effet et éventuellement informatisé. Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Art. 3.13.3.3 : [...] Le pH (code SANDRE : 1302) du point de rejet des eaux résiduaires industrielles sera mesuré et enregistré en continu.</p> <p>Le volume total rejeté par jour sera consigné sur un support prévu à cet effet. [...]</p> <p>Art. 3.13.3.4 : L'exploitant réalisera des mesures de niveau de rejet sur les paramètres suivants, sur un échantillon représentatif de l'émission journalière.</p> <p>Ces mesures seront réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer et permettant une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées :</p>		
Paramètre	Code SANDRE	Fréquence
MEST	1305	Mensuelle
DCO	1314	Mensuelle
Cyanures totaux	1084	Journalière
Chrome VI en Cr ⁶⁺	1371	Journalière
Cadmium et ses composés en Cd	1388	Journalière
Chrome III	5871	Hebdomadaire
Cuivre et ses composés en Cu	1392	Hebdomadaire
Aluminium	1370	Hebdomadaire
Fer	1393	Hebdomadaire
Nickel et ses composés en Ni	1386	Hebdomadaire
Argent	1368	Hebdomadaire
Plomb et ses composés en Pb	1382	Hebdomadaire
Étain et ses composés	1380	Hebdomadaire
Zinc et ses composés en Zn	1383	Hebdomadaire
<p>Constats :</p> <p>- Comme pour le débit, les résultats des mesures du pH sont enregistrés en continu. L'exploitant a communiqué sous la forme d'un fichier informatique les données enregistrées du 23 mars au 1er avril 2023.</p> <p>Toutefois, suite à des difficultés d'ordre technique, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter les résultats des mesures du pH et du débit sur une longue période, les données devant en l'occurrence être conservées durant au moins cinq ans.</p>		

Pour y remédier, il a indiqué par un courriel en date du 4 avril 2023 avoir échangé avec un prestataire spécialisé et convenu :

- . d'installer un enregistreur de signal analogique dédié,
- . de sauvegarder les données lors des maintenances semestrielles de la station de détoxification.

L'exploitant confirmera à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, la mise en place effective du dispositif permettant d'enregistrer les données de mesure du pH et du débit sur une période d'au moins cinq ans. ==> 1

- En termes de fréquences d'autosurveillance, celles-ci ont été vérifiées au cours de l'inspection au travers des résultats d'analyses enregistrés par l'exploitant sur le site GIDAF en 2022 et début 2023 (janvier et février).

Elles ont été respectées en 2022 pour les polluants concernés, à l'exception de l'aluminium (Al), de l'étain (Sn) et du chrome trivalent (Cr III) dont l'autosurveillance a été fixée formellement à une fréquence hebdomadaire par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2022 et qui n'a été assurée par l'exploitant que mensuellement. Cette situation a toutefois été corrigée depuis début 2023. ==> 2

- Pour assurer l'autosurveillance des eaux résiduaires industrielles de l'établissement, l'exploitant s'est équipé de plusieurs appareils de mesure, dont un spectromètre d'absorption atomique vérifié chaque année selon ses dires (procès-verbal de conformité d'installation présenté, en date du 3 août 2022) et associé à un colorimètre pour le suivi de certains métaux, ainsi qu'un appareil acquis en décembre 2022 pour l'analyse des cyanures totaux.

En parallèle, il a externalisé de façon totale ou partielle l'analyse de divers polluants en faisant appel à un laboratoire agréé (Laboratoire LAEPS situé à 74130 – Bonneville), dont l'analyse des matières en suspension totales (MEST), de la demande chimique en oxygène (DCO), des métaux et des cyanures totaux d'après le planning des analyses externalisées qu'il a présenté.

Observations : ==> 2 : L'exploitant s'assurera désormais que les polluants soumis à autosurveillance font bien l'objet de cette surveillance à la fréquence prescrite, s'agissant plus particulièrement de l'aluminium (Al), de l'étain (Sn) et du chrome trivalent (Cr III).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : ==> 1 : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2022, articles 3.13.2.1 et 3.13.2.3		
Thème(s) : Risques chroniques - Respect VLE		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Art. 3.13.2.1 : Les concentrations de substances dans les rejets aqueux vers le milieu récepteur considéré (rivière Arve), contrôlées sur l'effluent brut non décanté et non filtré, ne devront pas dépasser les valeurs limites suivantes :		
Paramètre	Code SANDRE	Concentration moyenne sur 24 heures
Fluor	1391	15 mg/l
Nitrites	1339	20 mg/l
Phosphore	1350	10 mg/l
MEST	1305	30 mg/l
DCO	1314	300 mg/l
Indice hydrocarbures	1442	5 mg/l
AOX	1106	5 mg/l
Tributylphosphate	1847	82 µg/l si le flux est supérieur à 1 g/j
Cyanures totaux	1390	0,1 mg/l
Chrome VI en Cr ⁶⁺	1371	0,1 mg/l
Chrome III	5871	1,5 mg/l
Cadmium et ses composés en Cd	1388	0,1 mg/l
Cuivre et ses composés en Cu	1392	1,5 mg/l
Aluminium	1370	5 mg/l
Fer	1393	5 mg/l
Nickel et ses composés en Ni	1386	2 mg/l
Argent	1368	0,5 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j
Plomb et ses composés en Pb	1382	0,4 mg/l
Étain et ses composés	1380	2 mg/l
Zinc et ses composés en Zn	1383	3 mg/l
Trichlorométhane – Chloroforme	1135	1 mg/l
Nonylphénols	1958	25 µg/l

De plus, la teneur totale en métaux (Zn + Cu + Ni + Al + Fe + Cr + Cd + Sn) ne devra pas dépasser 15 mg/l. Toutefois, l'atelier mettant en œuvre plus de 5 métaux (dont le fer et l'aluminium), une teneur supérieure à 15 mg/l pourra être tolérée, mais en aucun cas elle ne devra être supérieure à 20 mg/l.

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne pourra excéder le double de la valeur limite.

Par ailleurs, le pH (code SANDRE : 1302) dans les rejets devra être compris entre 6,5 et 9 et la température (code SANDRE : 1301) inférieure à 30 °C. [...]

Art. 3.13.2.3 : Les flux rejetés pour chaque type de polluant susceptible d'être émis vers le milieu récepteur considéré (rivière Arve) ne devront pas dépasser les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Code SANDRE	Flux maximum journalier (sauf indication contraire) sur 24 heures
Fluor	1391	0,6 kg/j
Nitrites	1339	0,12 kg/j (flux moyen journalier)
Phosphore	1350	0,4 kg/j
MEST	1305	1,2 kg/j
DCO	1314	12 kg/j
Indice hydrocarbures	1442	0,2 kg/j
AOX	1106	0,2 kg/j
Tributylphosphate	1847	0,1 kg/j
Cyanures totaux	1390	0,004 kg/j
Chrome VI en Cr ⁶⁺	1371	0,004 kg/j
Chrome III	5871	0,190 kg/j
Cadmium et ses composés en Cd *	1388	0,0035 kg/j
Cuivre et ses composés en Cu	1392	0,056 kg/j
Aluminium	1370	0,2 kg/j
Fer	1393	0,2 kg/j
Nickel et ses composés en Ni	1386	0,1 kg/j
Argent	1368	0,02 kg/j
Plomb et ses composés en Pb	1382	0,067 kg/j
Étain et ses composés	1380	0,08 kg/j
Zinc et ses composés en Zn	1383	0,438 kg/j
Trichlorométhane – Chloroforme	1135	0,1 kg/j
Nonylphénols *	1958	0,034 g/j

Constats :

Le respect des valeurs limites d'émission (VLE) en concentration et en flux a été vérifié au cours de l'inspection, au travers des résultats d'analyses enregistrés par l'exploitant sur le site GIDAF en 2022 et début 2023 (janvier et février).

Il en ressort que toutes les VLE en flux ont été respectées pour les polluants concernés durant cette période.

Les VLE en concentration ont été respectées, à l'exception :

- du fluor (ou fluorures), pour lequel plusieurs dépassements ont été constatés sur divers mois de l'année 2022, avec un maximum de 27,3 mg/l en novembre 2022, ainsi qu'en janvier et février 2023

avec un maximum de 20,2 mg/l. Ces dépassements n'ont toutefois pas atteint deux fois la valeur limite d'émission fixée à 15 mg/l,

- des matières en suspension totales (MEST), présentant des dépassements en mars, juin, juillet et août 2022, avec un maximum de 48 mg/l en juin et qui n'ont donc pas atteint non plus deux fois la VLE fixée à 30 mg/l,

- des cyanures totaux, présentant des dépassements mensuels à partir de juin 2022 avec un maximum de 0,37 mg/l en juin puis des dépassements en baisse atteignant 0,11 mg/l en décembre, pour une VLE fixée à 0,1 mg/l. Un dépassement a été aussi constaté en janvier 2023 (0,13 mg/l),

- de la demande chimique en oxygène (DCO), dont un dépassement a été constaté au cours de l'année 2022 en juin (321 mg/l), en octobre (605 mg/l) et en novembre (409 mg/l), pour une VLE fixée à 300 mg/l. Aucun dépassement n'a été constaté depuis décembre 2022.

Par un courrier reçu le 23 janvier 2023, l'exploitant a apporté les éléments de réponse suivants à l'égard des dépassements en fluor (fluorures) et MEST :

- s'agissant des fluorures, le pH adéquat pour abattre les métaux pénalise leur traitement.

Diverses actions ont été menées sur plusieurs mois, consistant à inventorier les produits fluorés et évaluer le bénéfice de les envoyer en destruction plutôt qu'en station de détoxification du site, à faire réaliser des tests chez un prestataire puis en interne avec deux produits de traitement successifs mais sans résultat probant, et à maintenir les contacts avec le même prestataire en vue d'améliorer les rejets en fluorures.

L'exploitant a fait savoir en outre qu'une personne en alternance va être prochainement affectée au suivi de la station de détoxification et plus particulièrement à la problématique des fluorures.

Cela étant, il devra poursuivre ses actions en vue de réduire les rejets en fluorures et de respecter leur valeur limite d'émission. Il fera connaître à l'inspection des installations classées, sous un délai de trois mois, les avancées obtenues dans ce domaine, ==> 1

- s'agissant des MEST, le décanteur lamellaire de la station de détoxification qui était en place depuis 1989 présentait des signes de vieillissement. Il a été remplacé en septembre 2022, comme le système de filtration des eaux issues de celui-ci.

De plus, des dépôts pouvaient se former de façon aléatoire au niveau de la cuve de neutralisation finale de la station, installée en janvier 2019, et être à l'origine de valeurs en MEST élevées. Cette cuve est désormais nettoyée trimestriellement.

Le nouveau décanteur a été montré par l'exploitant au cours de l'inspection, de même que le nouveau système de filtration des eaux issues du décanteur, constitué de deux colonnes contenant chacune un filtre à poche et fonctionnant en rotation. Depuis septembre 2022, les résultats d'autosurveillance en MEST sont corrects.

Concernant les dépassements en cyanures totaux, il y a lieu de souligner que l'exploitant assurait l'autosurveillance des cyanures aisément libérables ou cyanures libres jusqu'en juin 2022, en vertu de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 réglementant l'activité de traitement de surface soumise à autorisation et auquel était soumis l'établissement pendant un temps.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2022 a modifié la situation en visant les cyanures totaux, conformément à l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre notamment de la rubrique n° 2565, lequel s'applique désormais à l'établissement en lieu et place de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 précité.

<p>Le changement de nature de ce polluant est à l'origine de l'acquisition par l'exploitant d'un appareil dédié à l'analyse des cyanures totaux en décembre 2022, selon les informations recueillies.</p> <p>Pour autant, il sera nécessaire le cas échéant d'adapter le traitement qui lui est réservé au sein de la station de détoxification de l'établissement, en vue de respecter sa valeur limite d'émission. L'exploitant devra faire part de l'évolution de la situation à l'inspection des installations classées, sous un délai de trois mois. ==> 2</p> <p>Enfin, pour ce qui a trait aux dépassements constatés au cours de l'année 2022 en DCO, l'exploitant devra apporter des commentaires à ce sujet (voir le point de contrôle n°9 ci-après).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : ==> 1 et 2 : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2022, article 3.13.3.8
Thème(s) : Risques chroniques - Dépassements et actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] La transmission sera accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés, et de la description des actions correctrices mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats : D'après les résultats d'analyses enregistrés par l'exploitant sur le site GIDAF en 2022 et début 2023 (janvier et février), celui-ci les a bien accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés pour ce qui concerne les matières en suspension totales, les fluorures et les cyanures totaux, avec une description des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>En revanche, il n'en a pas été de même pour les dépassements constatés en DCO au cours des mois de juin, octobre et novembre 2022. Il devra renseigner ces éléments sur le site GIDAF sous un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2022, article 3.13.3.8
Thème(s) : Risques chroniques - Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les résultats des mesures réalisées au cours d'un mois (mesures en continu, autosurveillance et contrôles périodiques) seront saisies sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (outil de gestion informatisé des données d'autosurveillance fréquente – GIDAF), avant le 15 du mois suivant. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant enregistre mensuellement ses résultats d'autosurveillance eau sur le site GIDAF, selon le cadre de données qui a été informatiquement fixé (cadre de surveillance).</p> <p>Il s'avère toutefois que les résultats des analyses des eaux résiduaires industrielles, que l'exploitant est tenu de faire réaliser tous les trois mois par un laboratoire extérieur agréé, ont été aussi enregistrés jusqu'à présent dans le cadre de données précité, ou bien de façon séparée au titre de la campagne RSDE lorsque celle-ci était en cours.</p>
<p>Observations : A l'avenir, et comme le prévoient les règles d'usage, l'exploitant devra enregistrer sur GIDAF les résultats des analyses des eaux résiduaires industrielles qu'il est tenu de faire réaliser tous les trois mois par un laboratoire extérieur agréé, en choisissant le type de déclaration « Contrôle externe de recalage » en lieu et place de « Autosurveillance » au moment de l'enregistrement des données. Il pourra utilement joindre les rapports de contrôle correspondants.</p> <p>Toutefois, si pour certains paramètres et du fait des analyses externalisées, les résultats à renseigner sont aussi ceux obtenus au titre de l'autosurveillance eau, l'exploitant veillera alors à les enregistrer également sous le type de déclaration « Autosurveillance ».</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2022, article 3.13.3.5	
Thème(s) : Risques chroniques - Contrôle de recalage	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Des analyses portant sur les polluants suivants seront effectués trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides :	
Paramètre	Code SANDRE
Volume journalier	1552
pH	1302
Température	1301
Fluor	1391
Nitrites	1339
Phosphore	1350
MEST	1305
DCO	1314
Indice hydrocarbures	1442
AOX	1106
Tributylphosphate	1847
Cyanures totaux	1390
Chrome VI en Cr ⁶⁺	1371
Chrome III	5871
Cadmium et ses composés en Cd	1388
Cuivre et ses composés en Cu	1392
Aluminium	1370
Fer	1393
Nickel et ses composés en Ni	1386
Argent	1368
Plomb et ses composés en Pb	1382
Étain et ses composés	1380
Zinc et ses composés en Zn	1383
Trichlorométhane – Chloroforme	1135
Nonylphénols	1958

Le laboratoire choisi devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

Constats :

- L'exploitant est tenu de faire contrôler trimestriellement les eaux résiduaires industrielles de son établissement, par un(des) organisme(s) disposant d'une accréditation pour le prélèvement et d'un agrément pour les analyses.

L'exploitant fait appel à un unique organisme dans ce cadre, lequel dispose bien de l'accréditation et de l'agrément requis (Laboratoire LAEPS situé à 74130 – Bonneville).

Une partie des analyses est sous-traitée, auprès également d'un laboratoire agréé (CARSO situé à 69633 – Vénissieux).

- L'exploitant a communiqué les trois derniers rapports de contrôle correspondants, relatifs à des campagnes de prélèvements et d'analyses intervenues en juin, septembre et décembre 2022.

L'examen de ces rapports a révélé que le volume journalier n'y est pas indiqué.

De plus, seul le contrôle effectué en septembre 2022 a conduit à analyser l'ensemble des polluants concernés par le contrôle trimestriel. En effet, en juin et décembre 2022, le tributylphosphate et les nonylphénols n'ont pas été analysés.

En réponse, l'exploitant a fait savoir que des dispositions ont été prises afin de s'assurer que les contrôles trimestriels portent bien dorénavant sur l'ensemble des polluants concernés. Il a fait établir en ce sens des devis par le laboratoire agréé auquel il fait appel, datés du 1er février 2023, et a intégré dans le planning des analyses externalisées ces polluants et leurs fréquences d'analyse.

Il lui appartiendra de bien respecter ces dispositions désormais, et de vérifier qu'est incluse la mesure du volume journalier des eaux résiduaires industrielles dans les contrôles trimestriels, avec le résultat obtenu mentionné dans les bulletins d'analyses. ==> 1

- Les contrôles trimestriels, à faire réaliser par un(des) organisme(s) disposant d'une accréditation pour le prélèvement et d'un agrément pour les analyses, ont pour principal objectif de signaler à l'exploitant une éventuelle dérive de l'autosurveillance de routine qu'il pratique.

Il n'a pas été possible de vérifier la cohérence des résultats qui doit en résulter, compte tenu du mode d'enregistrement des données appliqué jusqu'à présent par l'exploitant sur le site GIDAF (voir le point de contrôle n°10 ci-dessus).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : ==> 1 : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois